

L'élection présidentielle de 2010 est l'épilogue d'une longue série de rebondissements politiques en Côte d'Ivoire ; et d'une instrumentalisation ethno-nationaliste, menée par tous les gouvernements depuis l'avènement de la démocratie.

Par Frédéric Baranger, Coordinateur de Recherche au sein de l'Institut Amadeus



Tenue d'une main de fer pendant trente ans sous le régime du parti unique, la Côte d'Ivoire s'est développée grâce au sens politique d'un homme : Félix Houphouët-Boigny. Autour de son parti unique, le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), il a su mettre au profit du développement toute la diversité de son pays : une mosaïque de plus d'une soixantaine d'ethnies, deux "fois" et une population étrangère qui a pu représenter jusqu'au quart de la

population.

Jadis un modèle de réussite économique, la Côte d'Ivoire a connu depuis sa mort une succession de crises politiques hors normes ; deux élections terminées en guerre civile, un coup d'Etat militaire, une rébellion armée qui a divisé le territoire national pendant huit ans et un nombre de gouvernements d'union nationale qu'on serait bien en peine de rappeler.

Et pourtant, rien de tout cela n'était écrit. Les racines de l'instabilité politique et sociale actuelle sont d'abord le résultat d'une instrumentalisation ethno-nationaliste de la part des gouvernements qui se sont succédé depuis 1995.

Retour sur 50 années d'indépendance ivoirienne qui ont débouché sur la confrontation de 2010.

Félix Houphouët-Boigny : pilier d'un consensus national

L'histoire ivoirienne se confond avec celle d'un homme : de la fin de la seconde guerre mondiale à sa mort en 1993, Félix Houphouët-Boigny va présider à la destinée de la Côte d'Ivoire.

Le père de la nation est un personnage hors du commun : successivement chef traditionnel, médecin, député ivoirien en France et ministre dans une demi-douzaine de gouvernements français, il est celui qui va permettre l'indépendance de la Côte d'Ivoire avant de dominer

pendant trente ans la vie politique de son pays d'un règne sans partage.

Au lendemain des indépendances, à rebours de la plupart de ses voisins imprégnés d'idéologie socialiste, Houphouët-Boigny fait le choix de l'ouverture économique. Il se fait l'avocat d'une transition en douceur et du maintien de son pays dans un ensemble français. Pour lui, « l'indépendance politique sans l'indépendance économique ne vaut rien ».

Il perpétue la politique coloniale d'aménagement du territoire, notamment par l'expansion du secteur agricole dans le Sud du pays. Il spécialise l'économie ivoirienne dans la production et l'exportation de fèves de cacao et de café : des productions intensives en main d'œuvre autant qu'en capitaux. Le pari se révélera payant ; à son âge d'or dans les années 70 à 80, l'économie ivoirienne croît en moyenne de 7% par an et représente jusqu'à 40% de la richesse produite dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest.

Havre de prospérité sur un continent en proie aux pires difficultés, la Côte d'Ivoire devient rapidement un pôle d'attraction pour la main d'œuvre et les capitaux venus de toute la sous-région ; pour accompagner l'essor économique du pays, le transport des populations laborieuses – saisonnières ou non – est favorisé par les autorités depuis tous les pays environnants. Depuis l'époque coloniale, une partie importante des migrants provient de Haute-Volta - actuel Burkina Faso - partie intégrante du territoire ivoirien jusqu'en 1947. Une tradition qui se perpétuera après l'indépendance. L'instabilité politique et les difficultés du secteur agricole dans les autres pays voisins (Bénin, Mali, Niger, Togo) feront le reste. En 1998, à la veille des premiers affrontements civils, la Côte d'Ivoire comptait ainsi 26,03% d'immigrés pour une population d'un peu plus de 15 millions d'habitants.

Habile politicien, le Président Houphouët-Boigny assoie sa domination politique sur un habile compromis qui associe plus ou moins étroitement l'ensemble des composantes de la société ivoirienne. Au centre du dispositif, le peuple Baoulé (de l'ethnie Akan) dont il est lui-même issu, domine l'ensemble de la vie politique de Côte d'Ivoire. Le programme d'ouverture économique du Président permet une large redistribution des bénéfices, au profit d'une bourgeoisie locale qu'il prend soin de faire émerger. Aucune distinction n'est opérée entre citoyens sur la base de la nationalité : en tant que partie intégrante miracle ivoirien, les étrangers bénéficient pleinement des fruits de la croissance et peuvent ainsi voter Houphouët-Boigny. Les populations du Nord ne sont pas en reste ; par un savant mélange de redistribution économique et une association limitée au pouvoir, Houphouët-Boigny parvient à s'attacher leur fidélité. En somme, il pratique une stratégie « du dialogue et de la paix » comme on prendra l'habitude de la résumer laconiquement.

Les graines de la division : le virage démocratique raté

Le consensus national vole en éclats avec la mort d'Houphouët-Boigny. L'exercice de la démocratie qui va prendre forme avec l'ouverture au multipartisme au début des années 90 va révéler l'usure de l'houphouétisme : les questions de la représentativité politique et de l'immigration vont dès lors polariser le paysage politique en pleine restructuration autour de la succession du *vieux*.

Trois personnages sont alors au centre de la scène politique – les mêmes qui se sont livrés un dernier combat à la présidentielle de 2010 : Henri Konan Bédié, Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo.

D'entre les trois, Henri Konan Bédié fait figure de fils naturel du président défunt. Issu du peuple Baoulé, le même qu'Houphouët-Boigny, il occupa auprès de lui plusieurs postes à responsabilité : premier ambassadeur de la Côte d'Ivoire auprès des Etats-Unis puis ministre des finances pendant onze ans. Mis en cause pour détournements de fonds, Bédié sera congédié en 1977, avant de récupérer le perchoir de l'Assemblée nationale trois ans plus tard. Mis à l'écart des affaires publiques, il n'en demeure pas moins proche du chef de l'Etat. À la tête de l'Assemblée nationale, il occupe un poste hautement stratégique pour préparer la succession du *vieux* : d'après la constitution, c'est à lui que reviendrait l'intérim en cas de défaillance du chef de l'Etat. En sa personne, la continuité du règne du PDCI sur la vie politique ivoirienne semble donc assurée.

C'est sans compter sur l'arrivée d'un nouvel acteur. Au tournant des années 90, alors que le pays fait face à de graves difficultés financières, le Président Houphouët-Boigny doit faire appel au Fonds Monétaire International (FMI). Pour donner du poids à ses réformes, il nomme au poste de Premier ministre - crée pour l'occasion - un certain Alassane Dramane Ouattara, lui-même ancien économiste au FMI et gouverneur en poste de la BCEAO, la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest. Charge à lui de faire face à la crise financière provoquée par la chute du cours des matières premières et de l'envolée du poids de la dette extérieure. Pour le Président, le Premier ministre offre l'avantage d'être un inconnu sur la scène politique

ivoirienne. Son rôle et son influence vont néanmoins s'accroître rapidement : de plus en plus malade, le Président fait ainsi modifier la constitution en faveur de son Premier ministre pour lui permettre de gouverner en son absence.

Face au système PDCI – dont font encore partie Henri Konan Bédié et Alassane Ouattara -, un troisième homme tient lieu d'opposant historique au régime. Laurent Gbagbo crée dans la clandestinité le Front Patriotique Ivoirien (FPI) en 1982. Reconnu en 1990, son parti d'obédience socialiste veut rassembler les opposants à l'houphouétisme : les jeunes urbains, les marginalisés de la croissance et les populations chrétiennes de l'ouest, dont il est lui même issu. A la première élection présidentielle ouverte de 1990, il défie seul Félix Houphouët-Boigny : à la surprise générale, il rassemblera sur son nom près de 18,32% des voix.

A la mort d'Houphouët-Boigny, les rivalités autour de sa succession éclatent au grand jour. La bataille fait rage au sein de l'ancien parti unique. Le Premier ministre Ouattara refuse de démissionner au profit du Président de l'Assemblée nationale, Henri Konan Bédié. La situation se tend, avant que Ouattara ne laisse la place sous la pression de la communauté internationale.

A rebours de l'ancienne tradition d'association de toutes les communautés menée par son prédécesseur, le Président Bédié fait alors appel au concept d'*ivoirité*. A des fins politiques, il oppose les « vrais » ivoiriens aux populations allogènes. Dans un premier temps, la manœuvre électorale n'a d'autre but que d'écarter Alassane Ouattara du scrutin présidentiel de 1995 ; des soupçons infondés pèsent en effet sur la nationalité de l'ancien Premier ministre. Le poison de l'ivoirité va néanmoins se distiller en véritable programme politique.

Les populations du Nord, à majorité musulmane, sont progressivement écartées des affaires publiques ; considérés comme des citoyens de seconde zone, ils font l'objet d'humiliations dans la vie quotidienne, que ce soit de la part des administrations ou des forces de sécurité. L'ivoirité sert de prétexte à ce que leur droit de vote leur soit retiré. Politiquement, elles se regroupent au sein du Rassemblement des Républicains (RDR) et trouvent en Ouattara, lui même musulman du Nord, un porte-voix à leurs réclamations.

En excluant son adversaire du scrutin de 1995, le Président Bédié scelle le divorce entre populations du Nord et du Sud ; et entre musulmans et chrétiens. Le consensus ethnique s'effondre : sa candidature est celle de la domination d'un clan - celui du peuple Akan qui écrase le reste de la population.

Ecarté de l'élection, Alassane Ouattara trouve un allié en la personne de... Laurent Gbagbo. Face aux manœuvres politiques, les deux hommes décident finalement de boycotter l'élection, qui sera remportée – faute de véritable opposition – par Henri Konan Bédié à une majorité écrasante : 96,44%.

Diviser pour régner

Dans la vie politique ivoirienne, les germes de la division sont semés ; elle va dès lors se résumer à une longue succession de déchirements et de tentatives de réconciliation.

Au terme de quatre années d'une présidence honnie, un coup d'Etat ourdi par des militaires place le général Robert Guei à la tête de l'Etat en décembre 1999, mettant fin à plus de trente années de règne du PDCI. Bien qu'issu lui-même du sérail, ce dernier se réclame de la rupture avec le système et clame haut et fort vouloir rendre le pouvoir aux autorités civiles. Au soulagement général, il se déclare hostile à l'ivoirité et à la domination du clan Akan sur la société ivoirienne.

Sur lui aussi, le goût du pouvoir fera pourtant son effet : soucieux de sa propre survie politique, il renie rapidement ses convictions. Acculé à l'organisation d'élections, il réveille l'ivoirité pour mettre ses principaux opposants à l'écart. Alassane Ouattara est de nouveau écarté de l'élection, suscitant une grande émotion parmi les populations du Nord : un bon tiers des électeurs sont ainsi écartés de nouveau du scrutin.

Seul face au général Guei, Laurent Gbagbo s'impose par les urnes dans des conditions difficiles ; gagnant indéniable du scrutin, il se heurte au général qui refuse de quitter le pouvoir. Face à un pouvoir qui détient les moyens de communication d'Etat (la fameuse RTI – Radio Télévision Ivoirienne), Laurent Gbagbo exhorte la communauté internationale à faire respecter le verdict des urnes. Le conflit se règlera finalement dans la rue, faisant près de 300 morts selon les sources officielles. Laurent Gbagbo le confessera lui-même dans une formule restée célèbre : « J'ai été élu dans des conditions calamiteuses ».

Opposant historique du parti unique puis de la dictature militaire, Laurent Gbagbo porterait-il en lui les germes de la réconciliation ? Bien au contraire : la tension ne fera que s'accroître au cours des premiers mois de son mandat.

Le RDR boycotte les élections législatives qui se tiennent dans la foulée de la présidentielle. Le parti entend par là protester contre l'exclusion de Ouattara à l'élection présidentielle. De nouveau, la vie politique se recompose en excluant un tiers des électeurs. Dans la survivance de l'ivoirité, les populations dont la nationalité est jugée douteuse sont exclues du scrutin.

Sous la pression d'une tentative de coup d'Etat venue du Nord en janvier 2001, le Président Gbagbo mène une première tentative de réconciliation. La situation s'apaise. Pour preuve, un certificat de nationalité est finalement délivré à Ouattara le 28 juin.

Peine perdue. La situation s'enflammera finalement dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002. Un groupe d'environ 6000 hommes, mutins de l'armée régulière (FANCI) et anciens compagnons de route du général Guei, lancent une offensive sur les principales villes du pays. Malgré leur échec aux portes d'Abidjan, les forces rebelles parviennent à prendre la moitié du territoire. Les positions se figent. Huit années d'ivoirité ont laissé des traces ; marginalisées et humiliées, les populations du Nord vont se rallier sans hésitation au mouvement de rébellion parti du Nord. La Côte d'Ivoire apparaît dès lors coupée en deux.

L'insurrection armée va générer d'énormes troubles dans la population. Les populations étrangères en Côte d'Ivoire et celles du Nord en sont les premières victimes. Près d'1.300.000 personnes pourraient avoir été déplacées en suite aux troubles, dont 600.000 à 700.000 dans le Nord.

La plaie béante laissée par le ressentiment envers la population émigrée s'exprime de nouveau au grand jour. Les soldats des FANCI, l'armée loyaliste, se rendent coupables d'exactions répétées, tant contre les rebelles capturés que contre la population civile, notamment lorsque cette dernière est accusée d'être étrangère. Au moins 150.000 Burkinabés, 60.000 Guinéens, 45.000 Libériens et 40.000 Maliens sont contraints de quitter le territoire.

Les insurgés eux, s'inscrivent dans la continuité du coup d'Etat mené par Guei en 1999 : ils réclament la démission du Président Gbagbo, l'abandon du concept d'ivoirité et la tenue de nouvelles élections qui incluraient l'ensemble de la population. Des positions très proches de celles de l'opposition politique, notamment du RDR de Ouattara.

Devant l'échec de la médiation régionale sous l'égide de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la France se retrouve de nouveau aux avant-postes. Une table ronde à Linas-Marcoussis réunit du 15 au 24 janvier 2003 les principales parties au conflit. Les deux points clivants de la société ivoirienne sont bien sur au centre des débats : la question de la nationalité doit trouver une solution avec la mise en place d'un recensement des populations et la fin des pratiques administratives discriminatoires à l'encontre des populations du Nord. Pour solder le passif de la représentation politique, l'accord de Marcoussis prévoit la formation d'un gouvernement d'unité nationale et la nomination d'un Premier ministre de consensus jusqu'aux prochaines élections. La guerre civile à néanmoins généré une nouvelle source de tension : la présence de troupes combattantes armées (loyalistes et rebelles) des deux camps sur le terrain. Dès 2003, l'enjeu est de les faire rentrer dans les casernes et de mettre sur pied une armée véritablement nationale, garante des intérêts de l'Etat et non d'intérêts partisans. Une gageure dont la Côte d'Ivoire n'est toujours pas sortie aujourd'hui.

Miroir, mon beau miroir

Chassé du pouvoir pour l'un, empêché pour l'autre, MM. Bédié et Ouattara scellent leur rapprochement politique en 2005. Ils fondent ensemble le Rassemblement des Houphouétistes pour la Démocratie (RHPD) qui regroupe sous une même bannière l'ancien parti-unique (PDCI) et

v RDR de Ouattara. Indubitablement, ce rapprochement sonne comme le réveil de l'alliance historique des populations du Nord (Sénoufos, Malinkés, Dioulas) et des Baoulés, qui ensemble, représentent la majorité de la population. Chacun ira seul à la prochaine présidentielle mais s'engage à se désister en faveur du gagnant à l'issue du premier tour.

Tenues avec cinq ans de retard sous la pression de la communauté internationale, les élections de 2010 apparaissent comme un miroir inversé des élections de l'an 2000. Alassane Ouattara arrive second (32,07%) derrière Laurent Gbagbo (38,04%) à l'issue du premier tour. Pouvant compter sur le bon report de voix du troisième homme, Henri Konan Bédié (25,24%), Alassane Ouattara s'impose sans difficultés avec 54,10% des voix au second tour selon le décompte de la Commission Electorale Indépendante (CEI).

Se sachant perdant, c'est au tour de Laurent Gbagbo d'ordonner l'interruption du décompte des voix et de se proclamer gagnant sur les ondes de la Radio-Télévision ivoirienne. Et à son opposant Alassane Ouattara, d'en appeler au soutien de la communauté internationale pour faire prévaloir le résultat des urnes.

Soutenu par l'armée rebelle des Forces Nouvelles (FN) et la mission des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), Alassane Ouattara accèdera finalement au pouvoir après quatre mois de conflit armé contre les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), restées fidèles à Laurent Gbagbo.

Le problème de la réconciliation pour sa part, reste entier. L'accession au pouvoir du Président Ouattara apparaît en filigrane comme la revanche des populations du Nord ; une victoire des rebelles qui ont installé leur président contre l'ancien pouvoir en place.

Passée l'euphorie du début de mandat, l'administration du nouveau Président Ouattara devra, comme celle de ses prédécesseurs, œuvrer à la réconciliation du pays si elle veut éviter la division dans la violence. Et éviter les écueils de la victoire qui ont perdu tant Henri Konan Bédié que Laurent Gbagbo : celui de la domination et de la mise à l'écart des perdants, source de rancune qui finirait par se retourner contre eux.

Œuvrer à la représentation politique de toutes les sensibilités dans le respect de la démocratie, garantir le statut des populations allogènes et désarmer les factions armées qui viennent – à

nouveau – de s'affronter : voilà le programme politique de la Côte d'Ivoire pour les années à venir - le même en somme qu'en 2002.

Retrouvez aussi notre dossier complet Cote d'Ivoire dans le numéro 3 de Géopolitik

